

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 23 février 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "visant à réduire de moitié l'effet dévolutif des votes exprimés en case de tête et à supprimer la distinction entre candidats titulaires et candidats suppléants pour l'élection des Chambres législatives fédérales, du Parlement européen, du Conseil de la Communauté germanophone et des conseils provinciaux et communaux", a donné le 3 avril 2000 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 23 februari 2000 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot beperking met de helft van de devolutieve kracht van de lijststemmen en tot afschaffing van het onderscheid tussen kandidaat-titularissen en kandidaat-opvolgers voor de verkiezing van de federale Wetgevende Kamers, het Europese Parlement, de Raad van de Duistalige Gemeenschap en de provincie- en gemeenteraden", heeft op 3 april 2000 het volgende advies gegeven :

Observation préalable

La disposition de l'article 4 du projet entend modifier la règle selon laquelle une liste ne peut comprendre plus de deux tiers de candidats du même sexe, règle introduite par la loi du 24 mai 1994 relative à une répartition équilibrée des hommes et des femmes sur les listes de candidatures aux élections.

La règle actuelle est, en effet, que la limite des deux tiers se calcule par rapport au nombre de membres à élire.

Selon l'exposé des motifs,

"Aux termes de la loi en projet, cette proportion de deux tiers est calculée sur le nombre total des candidats effectivement présentés. Pareille innovation a pour effet qu'il ne sera plus possible, comme cela est possible en vertu de la loi actuelle, de présenter des listes ne comprenant que des candidats du même sexe. En effet, pour contourner l'esprit de la loi, il suffit de présenter la liste incomplète pour qu'elle soit unisexe."

Il y a lieu, toutefois, de rappeler qu'une disposition légale, telle que l'article 117bis du code électoral, qui contraint les listes à assurer une représentation minimale de chaque sexe, constitue une dérogation au principe de la stricte égalité entre les personnes éligibles (1).

(1) Voyez M. Uyttendaele et J. Sohier, Les quotas féminins en droit électoral ou les paradoxes de l'égalité, J.T., 1995, pp. 249-256.

Dans deux décisions, dont une encore rendue en 1998 (1), le Conseil constitutionnel de France a d'ailleurs considéré que le principe d'égalité s'opposait à toute division par catégorie des électeurs ou des éligibles. Il a en conséquence annulé deux lois qui, à l'instar de l'article 117bis du Code électoral, tendaient à assurer une représentation minimale de chaque sexe sur les listes électorales.

A la suite de ces décisions, la Constitution française a été modifiée en vue de permettre la parité électorale entre les hommes et les femmes (2).

Dans l'avis rendu sur le projet de loi, qui allait devenir la loi du 24 mai 1994, la section de législation avait admis la constitutionnalité d'une règle visant à favoriser une répartition équilibrée des hommes et des femmes sur les listes électorales, mais avait toutefois considéré que la sanction prévue, qui pouvait conduire à supprimer le droit de se porter candidat et le droit d'être élu, lorsque les listes électorales ne respectaient pas les

(1) Décision n° 82-146 du 18 novembre 1982, et n° 98-407 du 14 janvier 1999 relative aux institutions régionales, <http://www.conseil-constitutionnel.fr/>; à propos de la décision n° 98-407, voyez J.-E. Schoettl, Collectivités locales, Actualité juridique-droit administratif, 1999, p. 149.

(2) L'article 3, alinéa 5, inséré par la loi constitutionnelle n° 99-569 du 8 juillet 1999, dispose : "La loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives".

proportions fixées, n'était pas conforme aux règles constitutionnelles en vigueur (1).

La loi en projet limite encore davantage le droit de se porter candidat.

En effet, dans le système actuel, les candidats d'un même sexe qui désirent se présenter sur une même liste, mais qui ne veulent ou ne peuvent s'associer à des personnes de l'autre sexe en nombre suffisant, ont malgré tout la possibilité de présenter une liste incomplète.

La sanction d'une liste ne présentant pas un minimum d'un tiers de candidats de l'un des deux sexes se résume donc, en substance, à l'obligation de présenter une liste incomplète.

Le caractère atténué de la sanction a été mis en évidence lors des travaux préparatoires.

(1) Avis n^{os} L. 22.066/2, donné le 8 mars 1993, sur un avant-projet de loi "visant à promouvoir une répartition équilibrée des hommes et des femmes sur les listes de candidatures aux élections" et L. 22.885/2, donné le 17 novembre 1993, sur un avant-projet de loi "visant à promouvoir une répartition équilibrée des hommes et des femmes sur les listes de candidatures aux élections" (Doc. parl., Chambre, n° 1316/1, session ordinaire 1993-1994).

En effet, à la suite de l'avis précité de la section de législation, le Gouvernement a justifié la règle et sa sanction en affirmant qu'

"... il est seulement exigé de tenir compte des principes relatifs à la composition équilibrée. A cet effet, ces listes présenteront moins de candidats qu'il y a de sièges à distribuer. Cela signifie que les places de la liste qui seront réservées au sexe le moins représenté ne peuvent pas être, entièrement ou en partie, comblées. Concrètement, cette mesure mène à un nombre plus restreint de candidats sur la liste, sans toutefois compromettre la recevabilité de la liste. Il faut donc en conclure que le droit de se présenter candidat ou d'être élu n'est pas en cause." (1).

En empêchant une liste unisexe de se présenter, incomplète, aux élections, la loi en projet porte une atteinte disproportionnée au droit d'éligibilité.

Si légitime que soit, en effet, la volonté des auteurs du projet de favoriser une représentation équilibrée des hommes et des femmes au sein des assemblées élues, le législateur - à défaut de toute habilitation constitutionnelle - manquerait au principe de proportionnalité en recourant pour atteindre cet objectif à un système qui romprait l'égalité dans la compétition électorale, en limitant le droit de se présenter aux élections.

(1) Doc. parl., Chambre, s.o. 1993-1994, n° 1316/1, exposé des motifs, pp. 4-5, extrait cité par M. Uyttendaele et J. Sohler, op. cit.

Il n'est pas inutile, à cet égard, d'établir un parallèle entre la règle en projet et l'article 20 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, dite «loi du pacte culturel», que la Cour d'arbitrage a déclaré contraire à l'article 10 de la Constitution. Tout en reconnaissant la légitimité de l'objectif de veiller à l'équilibre des tendances au sein des établissements et organismes culturels, la Cour d'arbitrage a, en effet, considéré que le législateur ne pouvait recourir pour atteindre cet objectif, à un système qui impose à l'autorité de déroger au principe d'égalité dans l'accès aux emplois publics (1).

Dans l'avis n° L. 22.885/2 précité, la section de législation a relevé qu'afin d'écarter les objections soulevées par le projet de loi examiné, une solution serait de procéder à la révision de la Constitution afin d'inscrire, de manière expresse, le principe d'une représentation équilibrée des hommes et des femmes sur les listes électorales.

La déclaration de révision de la Constitution adoptée sous la précédente législature soumet à révision

"... (le) titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau relatif au droit des femmes et des hommes à l'égalité."

(1) Arrêts n° 65/93 du 15 juillet 1993 et n° 7/94 du 20 janvier 1994.

En admettant que cette déclaration permette d'introduire dans la Constitution une disposition qui, à l'instar de l'article 3, alinéa 5, de la Constitution française, viserait à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux (1), la révision de la Constitution en ce sens s'impose préalablement à l'adoption de la disposition examinée.

La même observation vaut pour l'article 25 du projet.

Observation générale

La suppression de la distinction entre candidats titulaires et candidats suppléants pour les élections des Chambres législatives et du Parlement européen implique des modifications législatives.

-
- (1) Comme telle, en effet, une disposition qui garantirait l'égalité de droit entre les femmes et les hommes, n'habiliterait pas pour autant le législateur à établir des mesures de discriminations positives en faveur du sexe le moins représenté dans les institutions politiques. On peut lire toutefois dans le Rapport fait au nom de la Commission de révision de la Constitution et de la réforme des institutions sur le projet de déclaration de révision de la Constitution (Doc. parl., Chambre, 2150/3 - 98/99, p. 18), l'échange de vues suivant :

"Mme Van de Casteele souligne qu'elle préfère inscrire la garantie de l'égalité entre hommes et femmes plus particulièrement dans les organes politiques de décision, au titre III. Au titre II, une disposition distincte relative à l'égalité entre hommes et femmes pourrait être ressentie comme discriminatoire. La disposition du projet gouvernemental garantit-elle aussi la démocratie paritaire dans le processus décisionnel politique ?

Le premier ministre estime que la disposition générale du titre II ne l'exclut pas".

.../...

Il convient, en effet, tout d'abord d'abroger le mot "titulaires" à l'article 115bis, § 4, alinéa 4, du Code électoral et le mot "titulaire" à l'article 21bis de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales.

Par ailleurs et plus fondamentalement, il y a lieu d'adapter l'article 2 de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, ainsi que l'article 2 de la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection du Parlement européen.

Ces dispositions font, en effet, une distinction entre les candidats titulaires et les candidats suppléants pour la fixation des montants maximaux de dépenses de propagande électorale que les candidats peuvent engager respectivement pour les élections législatives et les élections du Parlement européen.

Observations particulières

Dispositif

Article 1er

Les articles 24 à 33, qui modifient la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, les articles 37 à 39, qui modifient la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales, et les

.../...

articles 40 à 48, qui modifient la loi électorale communale, règlent des matières visées à l'article 78 de la Constitution.

Article 2

L'article 116, § 5, alinéas 5, 6 et 7 en projet du Code électoral, peut être plus simplement rédigé comme suit :

"Si le nombre de membres à élire est égal ou inférieur à onze, le nombre maximal de candidats que peut comporter une liste est égal au nombre de membres à élire, majoré de trois.

Si le nombre de membres à élire est supérieur à onze, le nombre maximal de candidats que peut comporter une liste est égal à cent trente pour cent du nombre de membres à élire.

Si ce nombre maximal ainsi calculé comporte des décimales, il est arrondi à l'unité supérieure ou inférieure selon que ces décimales atteignent ou non 0,5."

La même observation vaut mutatis mutandis pour les articles 24, 34, 37 et 40.

Article 6

De l'accord du fonctionnaire délégué, l'alinéa 2 en projet serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"Si dans le même cas, le nombre de candidats est supérieur à celui des membres à élire, sont proclamés élus à concurrence de ce dernier nombre, ceux qui figurent en tête suivant l'ordre de présentation. Les candidats non élus sont proclamés premier, deuxième, troisième suppléant et ainsi de suite, dans l'ordre suivant lequel ils figurent sur l'acte de présentation.".

La même observation vaut pour l'article 44.

Article 7

De l'accord du fonctionnaire délégué, il y a lieu de préciser que cette disposition n'est pas d'application lorsqu'une seule liste est présentée.

La phrase en projet peut, dès lors, être formulée comme suit :

"Lorsque plusieurs listes sont régulièrement présentées et que le nombre de candidats est supérieur à celui des membres à élire, ...".

La même observation vaut pour l'article 27.

Article 10

De l'accord du fonctionnaire délégué, l'alinéa 2 en projet serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"S'il adhère à l'ordre de présentation de la liste de son choix, il exprime son vote en marquant exclusivement la case placée en tête de celle-ci.".

Article 11

1. Dans l'article 156, § 1er, alinéa 2, en projet, le mot "respectivement" doit être omis.

2. Il y a lieu de se demander si la formalité imposée par le paragraphe 1er, alinéa 4, en projet est bien utile.

3. Quant au paragraphe 2, il constitue une disposition relative à l'emploi des langues en matière administrative.

Suivant l'arrêt 90/94 de la Cour d'arbitrage,

"En tant que le législateur fédéral ne modifie pas à cette occasion les règles relatives à l'emploi des langues fixées par le législateur compétent, le fait de faire figurer des indications relatives à l'aspect linguistique dans la réglementation légale des opérations électorales, dans la mesure du strict nécessaire, ne peut être considéré comme manifestant la volonté de légiférer dans cette matière; une telle mention ne peut, dans les limites indiquées, être considérée comme un excès de compétence.".

.../...

Dans cet arrêt la Cour a toutefois considéré que l'article 156, § 2, alinéa 2, du Code électoral comportait "une modification de la législation sur l'emploi des langues en matière administrative pour les communes sans statut linguistique spécial de la région unilingue de langue néerlandaise" et qu'elle était dès lors "entachée d'excès de compétence".

Dans la mesure où la disposition en projet a précisément pour objet de tenir compte de cet arrêt en instituant une règle qui ne déroge pas à celles relatives à l'emploi des langues en matière administrative, elle n'est pas, suivant la jurisprudence de la Cour d'arbitrage, entachée d'excès de compétence.

Formellement, elle ne modifie toutefois aucunement l'ordre juridique. Elle ne constituerait, en effet, une dérogation aux alinéas 2 et 3 de l'article 156, § 2, précité que si les mots "en français", qui figurent à l'alinéa 2, n'avaient pas été annulés par la Cour d'arbitrage, "dans la mesure où cette disposition était applicable dans les communes sans statut linguistique spécial situées dans la région unilingue de langue néerlandaise".

Si l'intention est de rendre explicite la portée actuelle de la disposition légale, sans que soit nécessaire la lecture conjointe de la loi et de l'arrêt de la Cour d'arbitrage, alors il convient de reproduire également, dans le présent projet, et de faire adopter à nouveau le texte de cet alinéa 2, qui, du fait de l'alinéa 4 en projet, ne comportera plus l'excès de compétence qui a justifié son annulation partielle par la Cour d'arbitrage.

.../...

Article 12

Dans l'article 157, alinéa 1er, 5°, en projet, il est suggéré d'écrire "dont les formes et dimensions ont été altérées, qui contiennent un papier ou un objet quelconque" au lieu de "dont la forme et les dimensions auraient été altérées, qui contiendraient à l'intérieur un papier ou un objet quelconque".

Articles 18 à 20

Tels qu'ils sont rédigés, les articles 172 à 173 en projet ne font pas apparaître très clairement que seule la moitié des bulletins favorables à l'ordre de présentation sont dévolus aux candidats, principalement dans le cas de la détermination de l'ordre des suppléants (article 173, alinéas 3 à 5 en projet).

Par ailleurs, dès lors que la distinction entre candidats titulaires et candidats suppléants disparaît et qu'il n'est pas prévu une double attribution de ces bulletins, une pour la détermination des élus, et une autre pour la détermination de l'ordre des suppléants, l'attribution des votes en case de tête, la désignation des élus et la détermination de l'ordre des suppléants pourraient faire l'objet d'une seule disposition, rédigée comme suit :

"Art. 172. Lorsque le nombre des candidats d'une liste est égal à celui des sièges revenant à la liste, ces candidats sont tous élus.

.../...

Lorsque le premier de ces nombres est supérieur au second, les sièges sont conférés aux candidats dans l'ordre décroissant du nombre de voix qu'ils ont obtenues. Les candidats non élus de la liste sont déclarés respectivement premier, deuxième, troisième suppléant et ainsi de suite suivant le même ordre. Préalablement à la désignation des élus et à la détermination de l'ordre des suppléants, le bureau principal de la circonscription électorale procède à l'attribution individuelle aux candidats de la moitié du nombre des bulletins favorables à l'ordre de présentation, visés à l'article 156, § 1er, alinéa 2, 1°.

Cette attribution se fait d'après un mode dévolutif. Les bulletins à attribuer sont ajoutés aux suffrages nominatifs obtenus par le premier candidat de la liste, à concurrence de ce qui est nécessaire pour atteindre le chiffre d'éligibilité spécifique à chaque liste. L'excédent, s'il y en a, est attribué dans une mesure semblable, au deuxième candidat, puis au troisième, et ainsi de suite, jusqu'à ce que la moitié du nombre de bulletins favorables à l'ordre de présentation soit épuisée.

Le chiffre d'éligibilité spécifique à chaque liste s'obtient en divisant par le nombre des sièges attribués à la liste, majoré d'une unité, le chiffre électoral de la liste tel qu'il est déterminé à l'article 166.

Lorsque le nombre de candidats d'une liste est inférieur à celui des sièges qui lui reviennent, ces candidats sont tous élus et les sièges en surplus sont attribués conformément à l'article 167, alinéa 4.".

.../...

L'article 172bis en projet peut, dès lors, constituer l'article 173.

La même observation vaut, mutatis mutandis (1), pour les articles 36, 39 et 45 à 47.

Article 21

La modification en projet, qui tend à remplacer les mots "le premier suppléant de la même liste" par les mots "le candidat élu premier suppléant sur la même liste", paraît inutile.

Sous l'empire de la loi actuelle, comme dans la loi modifiée par le présent projet, le "premier suppléant" est, en effet, le candidat qui a été proclamé comme tel par application des articles 172 et 173 du Code électoral.

D'une manière générale, mieux vaut d'ailleurs éviter d'utiliser l'expression "élu premier suppléant" et réserver le mot "élu" aux seuls candidats à qui un siège est conféré.

(1) Pour les élections provinciales et communales, en effet, il y a lieu de tenir compte de ce que la dévolution des voix en case de tête et le chiffre d'éligibilité se calculent différemment.

Article 22

Il convient de rédiger la phrase liminaire de cet article comme suit :

"A l'annexe 1 au même Code, intitulée «Instructions pour l'électeur (modèle I visé aux articles 112, 127, alinéa 2, et 140 du Code électoral)», remplacée par la loi du 5 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :".

Dans le point 7 en projet, dans les mots introductifs de l'énumération qui figure au 2°, il est suggéré d'écrire "ces bulletins" au lieu de "ces bulletins mêmes".

Article 23

Il convient d'écrire "les modèles figurant en annexes 1 et 2 à la présente loi" au lieu de "les modèles figurant en annexe à la présente loi (annexes 1 et 2)".

Par ailleurs, mieux vaut omettre le texte qui figure entre parenthèses après l'alinéa 1er.

Enfin, il y a lieu de numéroté ces annexes conformément à la numérotation prévue dans cet article du projet.

.../...

Article 24

Dans le 2°, il convient de préciser que la modification apportée au paragraphe 8 de l'article 21 de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen concerne l'alinéa 1er de ce paragraphe.

Article 31

Il convient de rédiger la phrase liminaire de cet article comme suit :

"A l'annexe I à la même loi, dans le modèle Ia, intitulé «Instructions pour l'électeur inscrit aux registres de la population d'une commune belge», sont apportées les modifications suivantes :".

Dans le point 7 en projet, dans les mots introductifs de l'énumération qui figure au 2°, il est suggéré d'écrire "ces bulletins" au lieu de "ces bulletins mêmes".

Dans le point 7 en projet, dans l'énumération qui figure au 2°, il est suggéré de scinder le a) en deux points distincts a) et b), le a) contenant les mots "si l'électeur n'y a marqué aucun vote" et le b) contenant les mots "s'il y a marqué plus d'un vote de liste ou des suffrages nominatifs, sur des listes différentes". Les points b) à d) devenant dans ce cas c) à e).

.../...

Article 32

Il convient de rédiger la phrase liminaire de cet article comme suit :

"A l'annexe I à la même loi, dans le modèle Ib, intitulé «Instructions pour l'électeur belge résidant d'une manière habituelle sur le territoire d'un autre Etat membre de la Communauté européenne», le 2° est remplacé comme suit :".

Dans le 2°, a), alinéa 1er, en projet, il convient d'écrire "francs" en toutes lettres au lieu de "Frs".

Dans le 2°, en projet, il convient de numérotter les deux tirets qui constituent le b); il est suggéré à cet égard de faire usage de la numérotation "b.1." et "b.2.".

Dans le 2°, b), deuxième tiret, en projet, dans les mots introductifs de l'énumération, il est suggéré d'écrire "le bulletin de vote" au lieu de "le bulletin de vote même".

Article 33

Il convient d'écrire "les modèles figurant en annexes 3 à 6 à la présente loi" au lieu de "les modèles annexés à la présente loi (annexes 3 à 6)".

Par ailleurs, il y a lieu d'omettre le texte qui figure entre parenthèses après l'alinéa 1er.

.../...

Enfin, mieux vaut numéroter ces annexes conformément à la numérotation prévue dans cet article du projet.

Article 35

Il y a lieu d'abroger également l'article 24, § 3, alinéa 2, 3°, d) et e).

Article 38

Dans un souci d'uniformité, mieux vaut remplacer l'article 16 de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales par un texte semblable à l'article 144 du Code électoral, tel que remplacé par le présent projet et compte tenu du texte proposé ci-dessus.

Les règles de vote sont, en effet, identiques, seule la rédaction diffère.

Article 42

Au 2°, il y a lieu de viser l'article 23, § 3, alinéa 4 (au lieu de l'article 23, § 3, alinéa 3).

.../...

Observations finales de légistique

I. En ce qui concerne la numérotation des chapitres et leur intitulé

1. La numérotation des chapitres et sections se fait en chiffres cardinaux romains, sauf celle du premier chapitre, qui se fait en toutes lettres. L'on écrira "Chapitre premier" au lieu de "Chapitre Ier".

2. Dans les intitulés des chapitres II à VI, il serait préférable d'écrire "Modifications au Code [...]" ou "Modifications à la loi [...]" au lieu de "Modifications du Code [...]" ou "Modifications de la loi [...]".

3. Il convient de faire correspondre l'ordre des chapitres II à VI, dont chacun d'entre eux est consacré à la modification d'un texte législatif, à l'ordre chronologique de ces derniers.

II. En ce qui concerne l'indication des modifications antérieurement apportées aux dispositions modifiées

1. Dans les chapitres II à IV de l'avant-projet, lorsque la loi ordinaire du 16 juillet 1993 est citée, il convient d'utiliser les mots "loi ordinaire" au lieu de "loi". Les chapitres V et VI de l'avant-projet citent quant à eux correctement cette loi.

.../...

2. Comme l'a déjà observé la section de législation du Conseil d'Etat à l'occasion d'avis antérieurs relatifs à des projets de modification de la législation électorale, il convient de mentionner dans les phrases liminaires des articles de l'avant-projet, toutes les modifications apportées antérieurement aux dispositions modifiées (1).

Il convient également d'indiquer la nature exacte de ces modifications.

C'est ainsi que :

- dans la phrase liminaire de l'article 2, mieux vaut écrire "remplacé par la loi ordinaire du 16 juillet 1993 et modifié par les lois des 11 avril 1994, 10 avril 1995, 19 novembre 1998 et 18 décembre 1998";
- dans l'article 2, 2°, mieux vaut omettre les mots "modifié par la loi du 19 novembre 1998", car cette modification ne concerne pas la phrase modifiée par le projet;

(1) Voir par exemple l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat, donné le 13 août 1998, sur un avant-projet de loi "modifiant la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales, la nouvelle loi communale et la loi électorale communale et portant exécution de la directive du Conseil de l'Union européenne n° 94/80/CE du 19 décembre 1994" (Doc. parl., Chambre, 1997-1998, 1767/1, spéc. p. 20).

- dans l'article 5, 3°, il y a lieu d'écrire "remplacé par la loi du 25 mars 1986 et modifié par la loi du 24 mai 1994";
- dans la phrase liminaire de l'article 7, il convient d'écrire les mots "modifié par la loi ordinaire du 16 juillet 1993", au lieu de "modifié par les lois des 5 juillet 1976 et 16 juillet 1993" car la première de ces deux modifications est devenue sans objet;
- dans la phrase liminaire de l'article 9, mieux vaut écrire "remplacé par la loi du 17 mars 1958 et modifié par la loi ordinaire du 16 juillet 1993";
- dans la phrase liminaire de l'article 11, il est suggéré d'écrire "modifié par la loi ordinaire du 16 juillet 1993, annulé en partie par l'arrêt n° 90/94 de la Cour d'arbitrage du 22 décembre 1994 et modifié par la loi du 5 avril 1995";
- dans l'article 11, 1°, il y a lieu d'écrire "le paragraphe 1er, alinéas 2 à 5, remplacés par la loi du 5 avril 1995, est remplacé par les alinéas suivants :";
- dans l'article 11, 2°, mieux vaut écrire "le paragraphe 2, ajouté par la loi ordinaire du 16 juillet 1993 et annulé en partie par l'arrêt n° 90/94 de la Cour d'arbitrage du 22 décembre 1994, est complété par l'alinéa suivant :";

.../...

- dans la phrase liminaire des articles 13 à 15, il est proposé d'écrire "remplacé par la loi du 5 avril 1995" au lieu de "modifié par la loi du 5 avril 1995";
- dans la phrase liminaire des articles 16, 17, 18, 20 et 21, mieux vaut préciser que les articles modifiés ont été remplacés par la loi ordinaire du 16 juillet 1993;
- dans la phrase liminaire de l'article 24, il y a lieu d'écrire "ainsi que par l'arrêté royal du 11 avril 1994" au lieu de "ainsi que par les arrêtés royaux du 11 avril 1994";
- dans l'article 35, mieux vaut écrire "remplacé par la loi ordinaire du 16 juillet 1993 et modifié par la loi du 24 mai 1994";
- dans l'article 36, 1°, il convient d'écrire "le paragraphe 2, alinéa 2, remplacé par la loi du 5 avril 1995, est remplacé par l'alinéa suivant :";
- dans la phrase liminaire de l'article 37, mieux vaut omettre les mots "et modifié par les lois des 11 avril 1994, 24 mai 1994, 7 juillet 1994 et 10 avril 1995".

Voorafgaande opmerking

De bepaling van artikel 4 van het ontwerp strekt ertoe de regel te wijzigen dat een lijst niet meer dan twee derde kandidaten van hetzelfde geslacht mag tellen, een regel die is ingevoegd bij de wet van 24 mei 1994 ter bevordering van een evenwichtige verdeling van mannen en vrouwen op de kandidatenlijsten voor de verkiezingen.

De huidige regel is immers dat het maximum van twee derde op basis van het aantal te verkiezen kandidaten wordt berekend.

In de memorie van toelichting staat het volgende te lezen :

"Krachtens de ontworpen wet wordt die verhouding twee derde berekend op het totale aantal werkelijk voorgedragen kandidaten.
Een dergelijke vernieuwing heeft als gevolg dat het niet meer mogelijk zal zijn, zoals krachtens de huidige wet wel mogelijk is, om lijsten voor te dragen die uitsluitend kandidaten van hetzelfde geslacht bevatten. Om de geest van de wet te verbuigen volstaat het immers de onvolledige lijst in te dienen opdat zij uniseks zou zijn.".

Toch moet worden opgemerkt dat een wetsbepaling zoals artikel 117bis van het Kieswetboek, die inhoudt dat de lijsten een minimumaantal kandidaten van elk geslacht moeten

.../...

tellen, afwijkt van het beginsel van de strikte gelijkheid van de verkiesbare kandidaten (1).

In twee beslissingen, waarvan één gewezen in 1998 (2), heeft de Conseil constitutionnel van Frankrijk trouwens geoordeeld dat de kiezers en degenen die verkiesbaar zijn, op grond van het gelijkheidsbeginsel niet in categorieën mogen worden ingedeeld. De Conseil constitutionnel heeft bijgevolg twee wetten vernietigd die net als artikel 117bis van het Kieswetboek tot doel hadden een minimale vertegenwoordiging van elk geslacht op de kandidatenlijsten te waarborgen.

Naar aanleiding van die beslissingen is de Franse Grondwet gewijzigd teneinde de pariteit van mannen en vrouwen bij de verkiezingen mogelijk te maken (3).

In het advies over het wetsontwerp dat naderhand de wet van 24 mei 1994 zou worden, had de afdeling wetgeving erkend dat een voorschrift ter bevordering van een

(1) Zie M. Uyttendaele en J. Sohier, *Les quotas féminins en droit électoral ou les paradoxes de l'égalité*, J.T., 1995, blz. 249-256.

(2) Beslissing nr. 82-146 van 18 november 1982, en nr. 98-407 van 14 januari 1999 betreffende de regionale instellingen, <http://www.conseil-constitutionnel.fr/>; in verband met beslissing nr. 98-407, zie J.-E. Schoettl, *Collectivités locales, Actualité juridique-droit administratif*, 1999, blz. 149.

(3) Artikel 3, vijfde lid, ingevoegd bij de constitutionele wet nr. 99-569 van 8 juli 1999 bepaalt : "La loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives".

evenwichtige spreiding van mannen en vrouwen op de kandidatenlijsten grondwettig was, maar had ze wel geoordeeld dat de geplande sanctie, die kon leiden tot de opheffing van het recht om zich kandidaat te stellen en van het recht om verkozen te worden wanneer de kandidatenlijsten de in het ontwerp vastgestelde verhoudingen niet in acht namen, niet conform de geldende grondwettelijke voorschriften was (1).

Door de ontworpen wet wordt het recht om zich kandidaat te stellen nog verder ingeperkt.

Volgens het huidige systeem hebben kandidaten van eenzelfde geslacht die op eenzelfde lijst willen staan, maar dat niet samen met voldoende personen van het andere geslacht willen of kunnen doen, desondanks de mogelijkheid een onvolledige lijst in te dienen.

Als een lijst voor meer dan twee derde uit kandidaten van hetzelfde geslacht bestaat, komt de sanctie dus in essentie neer op de verplichting om een onvolledige lijst in te dienen.

De afzwakking van de sanctie is al belicht in de parlementaire voorbereiding.

(1) Advies nr. L. 22.066/2 van 8 maart 1993 over een voorontwerp van wet "ter bevordering van een evenwichtige verdeling van mannen en vrouwen op de kandidatenlijsten voor de verkiezingen" en advies nr. L. 22.885/2 van 17 november 1993 over een voorontwerp van wet "ter bevordering van een evenwichtige verdeling van mannen en vrouwen op de kandidatenlijsten voor de verkiezingen", Gedr. St., Kamer, nr. 1316/1, gewone zitting 1993-1994.

Naar aanleiding van het genoemde advies van de afdeling wetgeving heeft de Regering de regel en de sanctie bij overtreding ervan immers als volgt verantwoord :

"In casu wordt enkel vereist dat wordt rekening gehouden met de principes van evenwichtige samenstelling. Daartoe volstaat het dat deze lijsten minder kandidaten voordragen dan er zetels te begeven zijn. Dit wil dus zeggen dat de plaatsen op de lijst welke voorzien zijn voor het minst vertegenwoordigde geslacht, geheel of deels, niet worden opgevuld. In concreto leidt deze maatregel tot minder kandidaten op de lijst, zonder evenwel de ontvankelijkheid van de lijst als zodanig in het gedrang te brengen. Hieruit moet dus besloten worden dat het recht om zich kandidaat te stellen of om verkozen te worden niet in het geding is." (1).

Door onvolledige lijsten van louter mannelijke of vrouwelijke kandidaten te verbieden, doet de ontworpen wet in buitensporige mate afbreuk aan het recht op verkiesbaarheid.

Hoe legitiem de bedoeling van de stellers van het ontwerp immers ook moge zijn, namelijk een evenwichtige vertegenwoordiging van mannen en vrouwen in de verkozen vergaderingen bevorderen, de wetgever zou bij gebrek aan enige grondwettelijke machtiging het evenredigheidsbeginsel schenden indien hij dat doel wil bereiken via een systeem dat de gelijkheid in de verkiezingsstrijd zou tenietdoen door het recht om zich verkiesbaar te stellen te beperken.

(1) Gedr. St., Kamer, gewone zitting 1993-1994, nr. 1316/1, memorie van toelichting, blz. 4-5, passage geciteerd door M. Uyttendaele en J. Sohier, op. cit.

In dat verband is het nuttig een parallel te trekken tussen de ontworpen bepaling en artikel 20 van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt, ook wel de "cultuurpactwet" genoemd, dat het Arbitragehof strijdig heeft verklaard met artikel 10 van de Grondwet. Het Arbitragehof heeft weliswaar toegegeven dat de doelstelling om het evenwicht van de strekkingen binnen de instellingen, besturen en diensten van het cultuurbeleid veilig te stellen legitiem is, maar heeft tegelijk geoordeeld dat de wetgever, om die doelstelling te bereiken, geen beroep mag doen op een stelsel dat de overheid verplicht van het beginsel van de gelijke toegang tot de overheidsbetrekkingen af te wijken (1).

In het genoemde advies nr. L. 22.885/2 heeft de afdeling wetgeving opgemerkt dat een mogelijke oplossing om tegemoet te komen aan de bezwaren waartoe dat ontwerp van wet aanleiding geeft, bestaat in de herziening van de Grondwet om er uitdrukkelijk het beginsel van een evenwichtige vertegenwoordiging van mannen en vrouwen op de kandidatenlijsten in op te nemen.

In de verklaring tot herziening van de Grondwet die tijdens de vorige regeerperiode is aangenomen, wordt ter herziening voorgelegd :

(1) Arrest nr. 65/93 van 15 juli 1993 en arrest nr. 7/94 van 20 januari 1994.

"... titel II van de Grondwet, om een nieuw artikel in te voegen betreffende het recht op gelijkheid van mannen en vrouwen."

Als men ervan uitgaat dat deze verklaring de mogelijkheid biedt om in de Grondwet een bepaling in te voegen die net als artikel 3, vijfde lid, van de Franse Grondwet ertoe strekt de gelijke toegang van mannen en vrouwen tot verkiezingsmandaten te bevorderen (1), dan moet de Grondwet in die zin worden herzien voordat de onderzochte bepaling wordt aangenomen.

Deze opmerking geldt ook voor artikel 25 van het ontwerp.

-
- (1) Als zodanig biedt een bepaling die de rechtsgelijkheid van mannen en vrouwen waarborgt, de wetgever immers nog niet de bevoegdheid om maatregelen inzake positieve discriminatie uit te vaardigen ten gunste van het geslacht dat in de politieke instellingen het minst vertegenwoordigd is. In het verslag namens de commissie voor de herziening van de Grondwet en de hervorming der instellingen over het ontwerp van verklaring tot herziening van de Grondwet (Gedr. St., Kamer, 2150/3 - 98/99, blz. 18) staat evenwel de volgende gedachtewisseling te lezen :

"Mevrouw Van de Castele wijst erop dat zij verkiest degelijkheid van man en vrouw, meer in het bijzonder in de politieke besluitvormingsorganen, te waarborgen, in titel III. In titel II komt een aparte bepaling betreffende de gelijkheid van mannen en vrouwen eerder als discriminerend over. Waarborgt de bepaling uit het regeringsontwerp ook de paritaire democratie bij de politieke besluitvorming ?

De eerste minister meent dat de algemene bepaling uit titel II dit niet uitsluit".

.../...

Algemene opmerking

Om het verschil tussen kandidaat-titularissen en kandidaat-opvolgers voor de verkiezing van de Wetgevende Kamers en voor de verkiezing van het Europees Parlement te kunnen opheffen, moeten een aantal wetten worden gewijzigd.

Allereerst moeten immers het woord "titularissen" in artikel 115bis, § 4, vierde lid, van het Kieswetboek en het woord "titularis" in artikel 21bis van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraads-verkiezingen worden geschrapt.

Bovendien, en meer fundamenteel, moeten artikel 2 van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, alsook artikel 2 van de wet van 19 mei 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van het Europees Parlement worden aangepast.

In die bepalingen wordt immers een onderscheid gemaakt tussen de effectieve kandidaten en de kandidaat-opvolgers bij het vaststellen van het maximale bedrag dat de kandidaten mogen uitgeven voor de verkiezingspropaganda van respectievelijk de verkiezing van de Wetgevende Kamers en de verkiezing van het Europees Parlement.

.../...

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 1

De artikelen 24 tot 33, waarbij de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement wordt gewijzigd, de artikelen 37 tot 39, waarbij de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen wordt gewijzigd, en de artikelen 40 tot 48, waarbij de gemeentekieswet wordt gewijzigd, regelen aangelegenheden als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Artikel 2

Het ontworpen artikel 116, § 5, vijfde, zesde en zevende lid, kan eenvoudiger worden gesteld :

"Als het aantal te verkiezen leden gelijk is aan of kleiner is dan elf, is het maximaantal kandidaten dat een lijst kan tellen gelijk aan het aantal te verkiezen leden, vermeerderd met drie.

Als het aantal te verkiezen leden groter is dan elf, is het maximaantal kandidaten dat een lijst kan tellen gelijk aan honderddertig percent van het aantal te verkiezen leden.

Als het aldus berekende maximaantal decimalen bevat, wordt het afgerond naar boven of naar beneden, naargelang die decimalen al dan niet 0,5 bereiken."

.../...

Deze opmerking geldt mutatis mutandis ook voor de artikelen 24, 34, 37 en 40.

Artikel 6

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het ontworpen tweede lid beter als volgt zou worden gesteld :

"Indien er in hetzelfde geval meer kandidaten dan te verkiezen leden zijn, worden zoveel kandidaten gekozen verklaard als er te verkiezen leden zijn, te beginnen met de kandidaten die bovenaan op de lijst staan, in de volgorde van de voordracht. De niet-gekozen kandidaten worden eerste, tweede, derde opvolger enzovoorts verklaard, in de volgorde waarin zij op de voordrachtsakte staan.".

Deze opmerking geldt ook voor artikel 44.

Artikel 7

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat moet worden vermeld dat deze bepaling niet van toepassing is wanneer maar één lijst is ingediend.

De ontworpen zin kan dus als volgt worden gesteld :

.../...

"Indien er verscheidene lijsten regelmatig zijn ingediend en indien er meer kandidaten dan te verkiezen leden zijn, ...".

Deze opmerking geldt ook voor artikel 27.

Artikel 10

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het ontworpen tweede lid beter als volgt zou worden gesteld :

"Kan hij zich verenigen met de volgorde waarin de kandidaten op de door hem gekozen lijst voorkomen, dan brengt hij zijn stem alleen uit in het stembakje bovenaan op de lijst".

Artikel 11

1. In het ontworpen artikel 156, § 1, tweede lid, moet het woord "respectievelijk" vervallen.

2. De vraag rijst of het vormvereiste dat in de ontworpen paragraaf 1, vierde lid, wordt opgelegd, wel nut heeft.

3. Paragraaf 2 heeft betrekking op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

.../...

In arrest 90/94 van het Arbitragehof staat het volgende te lezen :

"In zoverre de federale wetgever daarbij de door de bevoegde wetgever vastgelegde regels met betrekking tot het gebruik der talen niet wijzigt, kan het in de wettelijke regeling van de kiesverrichtingen opnemen van aanduidingen over het taalaspect, voor zover strikt noodzakelijk, niet worden aangezien als een wilsuiking om in die materie te legifereren; een dergelijk optreden kan, binnen de aangeduide begrenzungen, niet als een bevoegdheidsoverschrijding worden beschouwd."

In dat arrest heeft het Arbitragehof evenwel geoordeeld dat artikel 156, § 2, tweede lid, van het Kieswetboek een wijziging behelst "van de wetgeving op het gebruik der talen in bestuurszaken voor de gemeenten zonder bijzonder taalstatuut van het eentalig Nederlandse taalgebied" en dat dit artikel dus "door bevoegdheidsoverschrijding aangetast" is.

Daar de ontworpen bepaling precies tot doel heeft rekening te houden met de kritiek die de opmerkingen gemaakt in dat arrest door een regel in te voeren die niet afwijkt van de regels betreffende het gebruik van de talen in bestuurszaken, is ze volgens de rechtspraak van het Arbitragehof niet door bevoegdheidsoverschrijding aangetast.

Wat de vorm betreft, wordt de rechtsordening evenwel helemaal niet gewijzigd door de ontworpen bepaling. Deze zou immers slechts van het tweede en het derde lid van het genoemde artikel 156, § 2, afwijken als het Arbitragehof de woorden "in het Frans", die in het tweede lid voorkomen, niet had vernietigd "in zoverre die bepaling van toepassing is in de gemeenten zonder bijzonder taalstatuut gelegen in het eentalig Nederlands taalgebied".

.../...

Als het de bedoeling is de huidige strekking van de wetsbepaling te expliciteren, zonder dat de wet en het arrest van het Arbitragehof in onderlinge samenhang hoeven te worden gelezen, dan moet de tekst van dat tweede lid, dat op grond van het ontworpen vierde lid niet meer wordt aangetast door de bevoegdheidsoverschrijding die het Arbitragehof als reden heeft opgegeven om het gedeeltelijk te vernietigen, ook in het onderhavige ontwerp worden overgenomen en opnieuw worden aangenomen.

Artikel 12

In het ontworpen artikel 157, eerste lid, 5°, schrijve men bij voorkeur "waarvan de vorm en de afmetingen veranderd zijn, die een papier of enig voorwerp bevatten ... of een niet bij wet toegestaan merk" in plaats van "waarvan de vorm en de afmetingen veranderd zijn, die binnenin een papier of enig voorwerp bevatten ... of een bij de wet niet geoorloofd merk".

Artikelen 18 tot 20

Uit de redactie van de ontworpen artikelen 172 tot 173 blijkt niet zeer duidelijk dat alleen de helft van de stembiljetten ten gunste van de volgorde van voordracht wordt toegekend aan de kandidaten; vooral met betrekking tot het bepalen van de volgorde van de opvolgers (ontworpen artikel 173, derde tot vijfde lid) is dat niet duidelijk weergegeven.

.../...

Bovendien zouden, aangezien het onderscheid tussen de kandidaat-titularissen en de kandidaat-opvolgers verdwijnt en niet bepaald is dat de stembiljetten twee keer worden toegewezen, één keer om de gekozenen te bepalen, en één keer om de volgorde van de opvolgers te bepalen, het toewijzen van de lijststemmen, de aanwijzing van de gekozenen en het bepalen van de volgorde van de opvolgers in één enkele bepaling kunnen worden geregeld, die luidt als volgt :

"Art. 172. Wanneer het aantal kandidaten van een lijst gelijk is aan het aantal zetels dat aan die lijst toekomt, zijn al die kandidaten gekozen.

Is het eerste van die aantallen groter dan het tweede, dan worden de zetels toegekend aan de kandidaten in afnemende grootte van het aantal stemmen dat zij behaald hebben. De niet-gekozen kandidaten van de lijst worden, volgens diezelfde volgorde, respectievelijk eerste, tweede, derde, enz. opvolger verklaard. Alvorens de gekozenen aan te wijzen en de volgorde van de opvolgers te bepalen, kent het hoofdbureau van de kieskring aan de kandidaten individueel de helft van het aantal stembiljetten toe ten gunste van de volgorde van voordracht, die bedoeld worden in artikel 156, § 1, tweede lid, 1°.

Die toekenning geschiedt door overdracht. De toe te kennen stembiljetten worden toegevoegd aan de naamstemmen die de eerste kandidaat van de lijst behaald heeft ten belope van het aantal dat nodig is om het verkiesbaarheids-cijfer dat specifiek geldt voor elke lijst te bereiken. Is

.../...

er een overschot, dan wordt dit op soortgelijke wijze toegekend aan de tweede kandidaat, vervolgens aan de derde en zo verder, totdat de helft van het aantal stembiljetten ten gunste van de volgorde van voordracht uitgeput is.

Het verkiesbaarheidscijfer dat specifiek geldt voor elke lijst wordt verkregen door het stemcijfer van de lijst zoals bepaald in artikel 166, te delen door het aantal zetels dat toegekend is aan de lijst, vermeerderd met een eenheid.

Wanneer het aantal kandidaten van een lijst lager is dan het aantal zetels dat aan die lijst toekomt, zijn al die kandidaten gekozen en worden de overblijvende zetels toegekend overeenkomstig artikel 167, vierde lid".

Het ontworpen artikel 172bis kan bijgevolg artikel 173 vormen.

Dezelfde opmerking geldt mutatis mutandis (1) ook voor de artikelen 36, 39 en 45 tot 47.

Artikel 21

De ontworpen wijziging die ertoe strekt de woorden "de eerste opvolger van dezelfde lijst" te vervangen door de

(1) Er dient immers rekening mee te worden gehouden dat het aantal over te dragen lijststemmen en het verkiesbaarheidscijfer bij de provincieraads- en gemeenteraadsverkiezingen anders berekend wordt.

woorden "de kandidaat die als eerste opvolger gekozen is op dezelfde lijst" lijkt overbodig.

Krachtens de huidige wet is de "eerste opvolger" immers, net zoals in de wet die bij het onderhavige ontwerp wordt gewijzigd, de kandidaat die als zodanig is uitgeroepen met toepassing van de artikelen 172 en 173 van het Kieswetboek.

Het zou trouwens in het algemeen beter zijn de uitdrukking "als eerste opvolger gekozen" te weren en de term "gekozen" uitsluitend te gebruiken voor de kandidaten aan wie een zetel wordt toegekend.

Artikel 22

De inleidende zin van dit artikel behoort als volgt te worden gesteld :

"In bijlage 1 bij hetzelfde Wetboek, met als opschrift "Onderrichtingen voor de kiezer (model I bedoeld in de artikelen 112, 127, tweede lid, en 140 van het Kieswetboek)", vervangen bij de wet van 5 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :".

In het ontworpen punt 7 wordt, wat betreft de woorden waarmee de opsomming in onderdeel 2° wordt ingeleid, voorgesteld "laatstgenoemde stembiljetten" te schrijven in plaats van "zelfs die laatstbedoelde stembiljetten".

.../...

Artikel 23

Men schrijve "de modellen die als bijlage 1 en 2 bij deze wet zijn opgenomen" in plaats van "de modellen die als bijlage bij deze wet opgenomen zijn (bijlagen 1 en 2)".

Bovendien zou de tekst na het eerste lid, die tussen haakjes staat, beter vervallen.

Ten slotte dienen de betrokken bijlagen genummerd te worden overeenkomstig de nummering die in dit artikel van het ontwerp voorkomt.

Artikel 24

In onderdeel 2° behoort te worden gepreciseerd dat de wijziging die wordt aangebracht in paragraaf 8 van artikel 21 van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement, slaat op het eerste lid van die paragraaf.

Artikel 31

De inleidende zin van dit artikel moet als volgt worden gesteld :

"In bijlage I bij dezelfde wet worden, in model Ia, met als opschrift «Onderrichtingen voor de kiezer die in de bevolkingsregisters van een Belgische gemeente is ingeschreven» de volgende wijzigingen aangebracht :".

.../...

In het ontworpen punt 7 wordt, wat betreft de woorden waarmee de opsomming in onderdeel 2° wordt ingeleid, voorgesteld "laatstgenoemde stembiljetten" te schrijven in plaats van "zelfs die laatstbedoelde biljetten".

In het ontworpen punt 7 wordt, wat betreft de opsomming in onderdeel 2°, voorgesteld punt a) te splitsen in twee onderscheiden punten a) en b), waarbij a) "als daarop geen stem is uitgebracht" luidt, en b) "als er meer dan één lijststem of naamstemmen op verschillende lijsten zijn uitgebracht". In dat geval worden de punten b) tot d) de punten c) tot e).

Artikel 32

De inleidende zin van dit artikel behoort als volgt te worden geredigeerd :

"In bijlage I bij dezelfde wet, wordt, in model Ib, met als opschrift «Onderrichtingen voor de Belgische kiezer die gewoonlijk op het grondgebied van een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap verblijft» onderdeel 2° vervangen als volgt :".

In de Franse tekst van het ontworpen onderdeel 2°, a), eerste lid, schrijve men "francs" voluit, in plaats van "Frs".

.../...

In het ontworpen onderdeel 2° dienen de twee streepjes waaruit onderdeel b) bestaat, genummerd te worden; voorgesteld wordt deze te nummeren als "b.1." en "b.2.".

Voorgesteld wordt in het ontworpen onderdeel 2°, b), tweede streepje, te schrijven "laatstgenoemd stembiljet" in plaats van "zelfs het laatstgenoemd stembiljet".

Artikel 33

Men schrijve "als bijlage bij" in plaats van "als bijlage van".

Bovendien moet de tekst tussen haakjes na het eerste lid vervallen.

Ten slotte zou het beter zijn de betrokken bijlagen te nummeren overeenkomstig de nummering die in dit artikel van het ontwerp voorkomt.

Artikel 35

Ook artikel 24, § 3, tweede lid, 3°, d) en e) dient te worden opgeheven.

.../...

Artikel 38

Met het oog op de eenvormigheid zou het beter zijn artikel 16 van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen te vervangen door een soortgelijke tekst als die van artikel 144 van het Kieswetboek, zoals vervangen door het onderhavige ontwerp en rekening houdend met de tekst die hierboven is voorgesteld.

De kiesvoorschriften zijn immers dezelfde, alleen de redactie verschilt.

Artikel 42

In onderdeel 2° moet verwezen worden naar artikel 23, § 3, vierde lid (in plaats van naar artikel 23, § 3, derde lid).

Wetgevingstechnische slotopmerkingen

I. Nummering en opschrift van de hoofdstukken

1. Hoofdstukken en afdelingen worden met hoofdtelwoorden in Romeinse cijfers genummerd. In het Frans wordt het eerste hoofdstuk echter voluit geschreven. Men schrijve dan ook in de Franse tekst "Chapitre premier" in plaats van "Chapitre I".

.../...

2. Het zou beter zijn in de Franse tekst van de opschriften van de hoofdstukken II tot VI te schrijven "Modifications au Code [...]" of "Modifications à la loi [...]" in plaats van "Modifications du Code [...]" of "Modifications de la loi [...]".

3. Het zou beter zijn dat de volgorde van de hoofdstukken II tot VI, die elk een bepaalde wettekst wijzigen, overeenstemt met de chronologische volgorde van de gewijzigde wetteksten.

II. Vermelding van de wijzigingen die vroeger reeds zijn aangebracht in de bepalingen die worden gewijzigd

1. In de hoofdstukken II tot IV van het voorontwerp behoort, wanneer verwezen wordt naar de gewone wet van 16 juli 1993, ook "gewone wet" te worden geschreven in plaats van "wet". In de hoofdstukken V en VI van het voorontwerp wordt die wet wel juist geciteerd.

2. Zoals de afdeling wetgeving van de Raad van State reeds heeft opgemerkt naar aanleiding van vroegere adviezen over ontwerpen tot wijziging van de kieswetgeving, dienen in de inleidende zinnen van de artikelen van het

.../...

voorontwerp alle wijzigingen te worden vermeld die vroeger zijn aangebracht in de gewijzigde bepalingen (1).

Ook dient de juiste aard van die wijzigingen te worden aangegeven.

Aldus :

- zou het beter zijn in de inleidende zin van artikel 2 te schrijven "vervangen bij de gewone wet van 16 juli 1993 en gewijzigd bij de wetten van 11 april 1994, 10 april 1995, 19 november 1998 en 18 december 1998";
- zou het beter zijn in artikel 2, 2°, de woorden "gewijzigd bij de wet van 19 november 1998" te schrappen, aangezien die wijziging geen betrekking heeft op de zin die in het ontwerp wordt gewijzigd;
- schrijve men in artikel 5, 3°, "vervangen bij de wet van 25 maart 1986 en gewijzigd bij de wet van 24 mei 1994";
- schrijve men in de inleidende zin van artikel 7 "gewijzigd bij de gewone wet van 16 juli 1993" in plaats

(1) Zie bijvoorbeeld het advies dat de afdeling wetgeving van de Raad van State op 13 augustus 1998 heeft uitgebracht over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen, van de nieuwe gemeentewet en van de gemeentekieswet, en tot uitvoering van de richtlijn van de Raad van de Europese Unie nr. 94/80/EG van 19 december 1994" (Gedr. St. Kamer, 1997-1998, 1767/1, inz. blz. 20).

van "gewijzigd bij de wetten van 5 juli 1976 en 16 juli 1993", aangezien de eerste van de twee wijzigingen doelloos is geworden;

- zou het beter zijn in de inleidende zin van artikel 9 te schrijven "vervangen bij de wet van 17 maart 1958 en gewijzigd bij de gewone wet van 16 juli 1993";
- wordt voorgesteld in de inleidende zin van artikel 11 te schrijven "gewijzigd bij de gewone wet van 16 juli 1993, gedeeltelijk vernietigd bij arrest nr. 90/94 van het Arbitragehof van 22 december 1994 en gewijzigd bij de wet van 5 april 1995";
- schrijve men in artikel 11, 1°, "paragraaf 1, tweede tot vijfde lid, vervangen bij de wet van 5 april 1995, wordt vervangen als volgt :";
- zou het beter zijn in artikel 11, 2°, te schrijven "paragraaf 2, toegevoegd bij de gewone wet van 16 juli 1993 en gedeeltelijk vernietigd bij arrest nr. 90/94 van het Arbitragehof van 22 december 1994, wordt aangevuld met het volgende lid :";
- wordt voorgesteld in de inleidende zin van de artikelen 13 tot 15 te schrijven "vervangen bij de wet van 5 april 1995" in plaats van "gewijzigd bij de wet van 5 april 1995";
- zou het beter zijn in de inleidende zin van de artikelen 16, 17, 18, 20 en 21 te bepalen dat de artikelen

.../...

die gewijzigd worden, vervangen zijn bij de gewone wet van 16 juli 1993;

- schrijve men in de inleidende zin van artikel 24 "alook bij het koninklijk besluit van 11 april 1994" in plaats van "en bij de koninklijke besluiten van 11 april 1994";
- zou het beter zijn in artikel 35 te schrijven "vervangen bij de gewone wet van 16 juli 1993 en gewijzigd bij de wet van 24 mei 1994";
- schrijve men in artikel 36, 1°, "paragraaf 2, tweede lid, vervangen bij de wet van 5 april 1995, wordt vervangen als volgt";
- zou het beter zijn in de inleidende zin van artikel 37 de woorden "en gewijzigd bij de wetten van 11 april 1994, 24 mei 1994, 7 juli 1994 en 10 april 1995" te schrappen.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

conseiller d'Etat, président,
staatsraad, voorzitter,

P. LIENARDY,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J. van COMPERNOLLE,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur . La note
du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
M. C. AMELINCK, référendaire.

Het verslag werd uitge-
bracht door de H. L. DETROUX,
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd opge-
steld en toegelicht door de
H. C. AMELINCK, referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS